

Le développement de Mwenga passe par la Sominki

Mupepele n'a pas distribué l'obscurité à la population

Dans notre dernière édition et sous le même titre, Jua a réservé une page de reportage sur l'état de santé de la Sominki dans sa division Est. Voici la suite promise où le Directeur de division, M. Rex Monti Mupepele répond aux questions de notre envoyé spécial à Kamituga, cité vitrine de la zone de Mwenga.

Jua : M. le Directeur, voulez-vous commencer par vous présenter à nos lecteurs ?

Mupepele : Je suis âgé de 42 ans, marié et père de 5 enfants. Je suis ingénieur civil métallurgiste de la Faculté polytechnique de Lubumbashi (1978), mais aussi ingénieur des techniques minières de l'Ecole des mines de Nancy (1985). J'ai commencé à Sominki en 1979 d'abord comme ingénieur de recherches au département labo-métallurgie, puis j'ai été versé à l'exploitation comme chef de groupe en 1981, nommé en 1982 adjoint au directeur du département labo-métallurgie et en 1985, à mon retour des études, il m'a été confié la direction du projet de construction de l'usine II à cassitérite à Makundju. En 1986, à la seconde phase de la chute du cours de l'étain, le projet Makundju II fut abandonné et j'ai été renvoyé à l'exploitation comme directeur de division Ouest en même temps que j'ai gardé un pied-à-terre au département études et méthodes où j'ai continué d'exercer en qualité de directeur. Enfin en avril 1992, à la faveur des événements tumultueux dont vous connaissez si bien la trame et qui ont paralysé la Division Est durant trois mois, j'ai été muté à la tête de cette division.

Jua : Justement, parlons de cette grève qui a secoué Sominki trois mois durant. Comment va la Division Est, seize mois après cette crise ?

Mupepele : Les griefs des travailleurs à l'origine de cette crise portaient essentiellement sur deux axes : les salaires et le social. Pour ce qui est des salaires d'abord, en dehors des formules négociées qui ont permis d'améliorer de façon substantielle les éléments de salaire de base du travailleur de la Division Est, il y a surtout la solution heureuse qui a été apportée à l'épineux problème du barème des contributions sur les revenus professionnels. Depuis cette époque, les augmentations successives qui se sont échelonnées jusqu'à avril 93, ont réellement profité aux travailleurs, alors que, comme vous le savez, l'application pure et simple de ce barème des contributions, du fait de sa non-actualisation, aurait annihilé de façon pernicieuse les effets d'augmentation consentis par l'employeur. Quant au social, vous avez eu vous-même à assister à la distribution des vivres pour le mois d'août. Ce n'est pas à comparer à ce qu'étaient les économats il y a une dizaine d'années, mais par rapport à la période avant la grève, un effort énorme dans l'approvisionnement des travailleurs en vivres et articles de base tel du riz, du sel, du poisson salé, du savon etc... a été fait et continue de se faire. Pour 1993 par exemple, malgré les prix élevés pratiqués par les riziers au Sud-Kivu, des sacrifices financiers ont été encore consentis pour un achat d'environ 100 tonnes de riz pour la seule Division Est. En plus de ces achats locaux, la Société continue encore, par ces temps de crise généralisée, à passer des commandes en importation pour certains articles de traite : c'est le cas du lot des 3.500 couvertures et de 175 ballots de friperie que nous venons de recevoir de l'Afrique du Sud. A propos de ces friperies, signalons que, pour éviter des pertes dues aux soustractions de plusieurs origines durant le transport par voies terrestres, la Société a dû affréter un cargo Shabari pour acheminer ces friperies de Lubumbashi à Goma. Voilà pour ce qui est des économats. Quant aux loisirs, un autre axe des

reverdifications des travailleurs, nous avons déjà réussi à rouvrir le Cercle Sawa-Sawa où le travailleur peut se procurer de la bière fraîche en week-end à des prix compétitifs. Il reste à organiser les sports... Un comité dirigé par des collaborateurs de haut niveau a été mis sur pied. Le reste va bientôt suivre...

Jua : Mais du côté des cités ouvrières dont certaines maisons représentent un véritable danger public, tout est à faire... ?

Mupepele : Absolument. En juin 1992, c'est-à-dire exactement deux mois après notre arrivée à Kamituga, mes adjoints et moi-même avons eu à effectuer le tour des cités. Le constat fait à l'issue de cette tournée était amer : la cité de Kele II est à reconstruire à plus de 50 % tandis que celle de Kitemba doit être entièrement renouvelée au niveau des toitures avec les charpentes. Ici, j'aimerais être franc avec vous. Dans le contexte actuel, Sominki n'a ni les moyens financiers, ni l'outil requis, ni encore moins le personnel qualifié pour se lancer dans une telle entreprise de génie civil. En définitive, ce problème a été soumis à la haute direction qui a promis de rechercher une solution adaptée aux réalités de l'heure. Une proposition encore à l'étude a été portée à la connaissance des délégués des travailleurs. Je dis bien proposition...

Jua : Aucune oeuvre humaine n'est parfaite, mais sans verser dans la flatterie, il faut bien reconnaître qu'elles sont à compter du bout des doigts ces sociétés au Zaïre qui peuvent encore se permettre d'importer des commandes sociales pour leurs travailleurs. La Division Est sous la gestion des nationaux, c'est le déluge, quant à la production ?

Mupepele : Absolument pas. La production se porte plutôt bien et je dirai même très bien. Nous avons un objectif le programme de 24 kg d'or lingot pour Mobale et pour Lugushwa 7 Kg, ce qui, au total, nous mène à un plancher de 31 kg/mois. De janvier à juillet 1993, nos réalisations sont en moyenne de plus 27 kg pour Mobale et de 7,5 kg pour Lugushwa, soit un total de plus ou moins 35 kg pour l'ensemble de la Division. Je signale que, sans les mois de grève, la moyenne de 1992 a été de plus ou moins 34 kg et de 1991 de plus ou moins 32 kg pour les deux entités de production. Malgré les nombreuses difficultés du moment, nous réussissons malgré tout à garder la tête hors de l'eau.

Jua : Parlons justement de ces difficultés. Quelles sont-elles ?

Mupepele : Elles sont de deux ordres. Il y a d'abord celles dues aux causes internes à l'entreprise : elles sont connues depuis 1986. Je ne vais pas ici reprendre la rengaine que vous connaissez si bien : baisse des recettes consécutives à l'effondrement des cours des produits autres que l'or. Il y a ensuite les difficultés dues aux causes extérieures :

- trésorerie en situation déficitaire du fait de l'effondrement du système bancaire dans le pays.
- ruptures régulières et répétées de nos stocks de rechange et de consommables du fait de l'extinction lente des chemins de fer après l'agonie prolongée de l'Office des routes. De plus en plus, nous devons faire face à la fois à l'enclavement de la région par rapport à nos points d'entrée pour les pièces d'importation en même temps que nous devons lutter contre l'isolement de Kamituga par rapport à Bukavu autant que celui de Lugushwa par rapport à Kamituga.

Jua : Que répondez-vous alors à ceux qui disent que Sominki n'a cure du développement social de la zone de Mwenga ?

Mupepele : C'est fondamentalement d'abord une question de culture. Si l'on veut accéder au développement par l'industrialisation, il faut savoir ouvrir la porte à son indispensable corollaire qu'est le capitalisme, c'est-à-dire le respect de la propriété privée, le culte du profit individuel et de la rentabilité, etc... Sominki n'est pas une association des "développeurs" philanthropes, ni une société d'Etat, ni encore moins une sorte d'ONG d'appui au développement. C'est un groupe de financiers qui ont décidé de s'établir au Zaïre pour rentabiliser leur argent par l'exploitation minière. Son objectif est donc purement lucratif. En contrepartie, elle donne du travail à une fraction de la population de ce pays en même temps que, grâce à ses infrastructures, elle fait fonctionner l'économie de cette partie de la nation. Si se trouve des gens qui pensent que cela n'est pas suffisant, je les renvoie à la convention qui lie les actionnaires de Sominki à l'Etat zaïrois. Vouloir mettre sur le dos de Sominki des obligations sociales ou autres qui sortent de ce cadre juridique, c'est faire preuve d'une carence nuisible de culture juridique d'entreprise.

Jua : La Pharmakina, La Sucrerie de Kiliba, etc... n'essuient pas ce genre de reproches. C'est qu'il y a tout de même moyen de concilier profit et actions de développement.

Mupepele : Je suis moins à l'aise quant à parler de ces entreprises que je ne connais que de noms. J'ignore ce en quoi elles sont susceptibles de se distinguer objectivement de Sominki dans ce domaine précis d'actions en faveur du développement. Peut-être ont-elles asphalté des kilomètres de route là où Sominki s'est contentée des pistes en terre nue. Peut-être ont-elles électrifié des campagnes entières grâce à des centrales hydro-électriques financées et érigées par leurs soins pendant que Sominki vendait des lampes-tempêtes à la population... La seule certitude que je souhaite partager avec vous, c'est qu'aucun capitaliste sérieux, fût-il de Pharmakina, Sucrerie de Kiliba ou d'ailleurs, n'est en mesure de poser des actes de charité si ce n'est par profit ou par contrainte. Si MGL, COBELMIN, SYMETAIN et autres ancêtres lointains de Sominki dont j'entends les nostalgiques dire tant de bien, ont dépensé des fortunes pour les rations en vivres, ce n'était certes ni pour les beaux yeux de nos pères ni même par pitié pour leur misère, mais c'était dans le souci de les maintenir en bonne santé en vue d'en tirer en retour des rendements conséquents au travail. N'oubliez pas que, hier beaucoup plus qu'aujourd'hui, la force humaine constituait la principale ressource de l'activité industrielle. Telle est la vraie face du capitalisme à laquelle nous devons réadapter nos comportements. Nous venons de faire avec vous le tour du centre commercial de Kamituga. Avez-vous pu localiser quelque part un boutiquier qui ouvre ses échoppes à la population pour distribuer gratis lait et miel... ?

Jua : Vous admettez donc que les critiques formulées contre Sominki sont fondées ?

Mupepele : Les critiques, c'est facile ! Mais la bataille, la vraie ne se fait pas en noirissant de critiques les colonnes d'un journal ni en se dépensant dans des joutes oratoires stériles, à l'occasion d'un congrès. La bataille du développement de la zone de Mwenga se fait sur terrain, ici à Kamituga, à

Mwenga, à Kitutu, à Bilemba... Je constate avec amertume que ceux qui critiquent sont désespérément absents sur terrain. Nous subissons la dysenterie bacillaire depuis mai 1993. Sominki est seule jusqu'ici au front, et j'attends toujours de voir les efforts du Docteur Ndeturuye, des soeurs Gemma et Ave relayés par l'apport de ces grands critiques devant l'Eternel ! Pour le projet de réhabilitation de la route en cours, qui est celui qui à Bukavu peut nier avoir entendu nos appels au secours. J'aurais voulu voir tous ces "développeurs" sur papier joindre effectivement leurs efforts aux nôtres. Peut-on faire du développement sans les routes.

Jua : A vous entendre, Sominki est la dispensatrice des bienfaits de la civilisation dans la zone de Mwenga, et pourtant vous privez la population de l'énergie électrique ? Certaines méchantes langues vont même jusqu'à souhaiter le retour des Européens à la tête de la Division, car de leur temps, la population était mieux servie en énergie électrique ? Etes-vous contre le développement de la zone de Mwenga ?

Mupepele : Vous m'amusez tout-à-fait ! Si l'on appelle "développement" le fait d'installer une ampoule électrique dans une case, je comprends que ce pays ait encore un si long chemin à faire ! Il existe toute une unité de production hydro-électrique à Kitutu qui tombe aujourd'hui en ruine, laquelle unité de production était pourtant à une certaine époque à l'origine de développement agro-industriel de cette zone. Quand on a été témoin inactif d'un tel massacre économique, comment peut-on oser se poser aujourd'hui en censeur de ceux qui continuent de se battre à la limite de leurs forces pour la survie d'une économie rescapée.

Jua : Vous n'avez pas répondu à ma question. Comment expliquer que vous ici, vous soyez dans la lumière jour et nuit, pendant que vos frères zaïrois dans les cités croupissent dans l'obscurité ?

Mupepele : Les restrictions actuelles sont dues à deux raisons. Il y a d'abord des contraintes climatologiques : nous nous trouvons cette année devant une saison sèche très sévère qui depuis mai, ne nous a pas du tout gâtés en pluies. Les 3 groupes de Mungombe ont besoin tous ensemble de 6 m3/s, mais à ce jour nous sommes tout juste en mesure de maintenir en état de marche une turbine. Le débit de la Zizi est donc à l'heure actuelle d'environ 2 m3/s. Nos installations industrielles nécessitent en permanence l'énergie au moins de 2 groupes. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, même nos installations industrielles sont en restriction d'énergie et tournent donc au ralenti. A moins de me confondre à un commissaire de zone, mais je pense que dans un contexte aussi contraignant, mon rôle est d'abord de privilégier le marche des structures de production. Ensuite, il y a actuellement des travaux de révision des machines de la centrale hydro-électrique de Mungombe. Leur cycle de révision est de 10 ans. La dernière révision datant de 1983, nous sommes tenus, dix ans après, à refaire la santé technique de l'outil. Nous révisons un groupe après l'autre. Ce qui explique que, depuis bientôt 10 mois, Mungombe tourne le plus souvent avec deux groupes sur trois. Dans ces conditions, quand bien même aura lieu le retour en force des pluies, nous serons contraints, tant que durera cette révision, de continuer à imposer des restrictions. Mais une fois cette révision terminée, nous serons tranquilles pour dix ans encore. Aucun compatriote de ceux qui nous pourpandaient aujourd'hui ne me décernerait la médaille de mérite de



M. Rex Monti Mupepele, directeur de la division Est/Sominki

promotion sociale si cédant à la démagogie, je me laissais faire par les pressions de la population tout en laissant aller à la ruine cet acquis technique de haute facture de la zone de Mwenga. Je suis ingénieur mais pas un charmeur politique. Air-Zaïre, Onatra, CMZ et beaucoup d'autres sont en train de disparaître de la carte économique de ce pays à cause de tels comportements.

Jua : Mais, vous n'êtes pas le premier à réaliser des travaux de révision à Mungombe. Pourtant, à l'époque, on n'a jamais connu de restrictions.

Mupepele : Vous avez raison. Mais, il y a dix ans les besoins en énergie de Sominki et de la population pris ensemble pouvaient être entièrement satisfaits par deux groupes. Le 3ème servait de réserve. Aujourd'hui, suite notamment aux nombreux raccordements clandestins, deux groupes ne suffisent plus. Il faut quasiment un groupe rien que pour les besoins hors Sominki.

Jua : On vous reproche également de vendre du courant, alors que vos prédécesseurs le donnaient pro deo. Vous exigez une caution de 250 \$US pour un raccordement.

Mupepele : Absolument. Dans le lexique du monde industriel, le mot "gratuit" n'existe pas. Je ne connais pas de peuple qui soit sorti du sous-développement par le paternalisme. Je suis curieux de connaître la réaction des gens lorsque Regideso qui est une société d'Etat et qui a pour raison sociale de distribuer de l'eau potable à des prix sociaux, aura bientôt à nous vendre son eau à 1 \$US/m3. Combien payez-vous l'électricité de la Snel à Bukavu ? Ceci dit, nous n'exigeons la caution de 250 \$US qu'aux tiers à la société... et encore. Notre personnel actif, nos retraités, les collectivités telles que les Eglises, les écoles, les bâtiments d'intérêt public, bénéficient de la gratuité totale de l'énergie. Je paierais cher de voir les réactions de tout ce monde le jour où Snel viendra s'installer à Kamituga !

Jua : A vous entendre, vous êtes prêt à vous battre jusqu'au bout pour la survie de Sominki.

Mupepele : Absolument ! Et je considère cela comme un devoir. En nous limitant seulement aux deux entités de zone aurifère, Kamituga et Lugushwa, il y a ici près de 2.000 travailleurs avec leurs familles qui vivent de Sominki. En y ajoutant ceux qui d'une façon ou d'une autre, tirent leur revenu de notre activité, on peut compter facilement dans les 60 à 80.000 personnes qui gravitent autour du pôle Sominki. Je ne vois pas ce fils du Kivu, fût-il de nos critiques les plus acerbes, venir nous allumer une chandelle le jour, où par pusillanimité, nous, responsables nationaux, aurions mené cette entreprise à la dérive. On n'a pas encore fini de blâmer les fossoyeurs de la Gécamines, Okimo, SNCZ, etc. N'allongeons pas la liste mais vous avez compris que la situation est générale.